

Nous avons eu l'heureuse surprise de constater que nos gens d'affaires comprennent bien le sérieux des sentiments protectionnistes aux États-Unis. Ils ont presque été unanimes à dire qu'une initiative importante s'impose si nous voulons maintenir et renforcer notre accès au marché américain et que nous devrions agir très vite.

Mais ils sont tout aussi convaincus que toute initiative de ce côté ne devrait pas nuire à nos perspectives commerciales dans d'autres régions du monde -- notamment sur les marchés dynamiques de la bordure du Pacifique, mais également dans d'autres régions.

Nous avons aussi été heureux de constater que nombre des dirigeants syndicaux que nous avons rencontrés s'inquiètent de la capacité qu'a le Canada de livrer concurrence, non seulement sur son propre marché mais aussi sur les marchés extérieurs.

Et on nous a fait sentir la nécessité d'ouvrir notre commerce interprovincial, ici même au Canada. Nombre de gens d'affaires nous ont dit que leurs principaux problèmes viennent des obstacles au commerce entre les provinces.

Nous avons constaté certaines variantes régionales, tant au plan des problèmes qu'à celui des aspirations, mais pas autant que nous aurions pu le penser. En fait, nous avons trouvé, d'un océan à l'autre, beaucoup plus de consensus que de "dissensus". Et dans l'Ouest du Canada, en particulier, j'ai été grandement encouragé d'entendre les gens d'affaires nous répéter constamment qu'ils comprenaient le bien-fondé des préoccupations de l'Ontario et du Québec. Si cela veut dire que le Canada est en train de se donner une conscience vraiment nationale, j'en suis ravi.

Le processus de consultation a été accaparant et, bien que je commence à m'essouffler, j'ai hâte de le poursuivre. Nous serons sur la route jusqu'au début de mai, après quoi nous reviendrons à Ottawa pour entendre certaines présentations en bonne et due forme, puis nous nous efforcerons de digérer tout cela. Après, je discuterai de ce que nous avons entendu avec les gouvernements provinciaux et, en juin, j'espère pouvoir présenter mes premières recommandations au Cabinet.

Mais ce ne sera là que la première étape du processus. Le gouvernement procède avec l'aide du secteur privé, à des études approfondies sur l'incidence que chaque option aurait sur chacun de nos secteurs économiques. Ces études viendront appuyer mes recommandations finales -- qui devraient être soumises vers la fin de l'été -- et, bien sûr, toute mesure dont le Cabinet pourrait décider.